



REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

COMMUNICATION NATIONALE

**L'agriculture Intelligente face au Climat en Guinée-Bissau : état des lieux et besoins
d'appui pour mieux intégrer l'AIC dans le PNIA SA**

Juin 2015

Résumé Exécutif

En fonction des caractéristiques climatiques, la Mauritanie peut être subdivisée en cinq zones écologique: (i) *la zone sahélienne Est*, comprise entre l'isohyète 150 mm au nord et la frontière des deux Hodhs avec le Mali; (ii) *la zone sahélienne Ouest*, comprise entre l'isohyète 150 mm au nord et la vallée du Sénégal; (iii) *la zone de la vallée du fleuve Sénégal*; (iv) *la façade maritime*, avec une bande de 50 km en moyenne qui s'étend de Nouadhibou à N'diogo à l'extrême sud-ouest; et (v) *la zone aride*, qui correspond au climat saharien et située au nord de l'isohyète 150 mm à l'exclusion de la bande littorale.

En Mauritanie, les changements climatiques se manifestent par l'augmentation des aléas climatiques (installation tardive des pluies, interruption des pluies pendant de longues périodes, crues brusques dues à la pluviosité et/ou pluies diluviennes) et sont à l'origine de sécheresses récurrentes et provoquent parfois de graves inondations. L'aspect récurrent de ces phénomènes, qui s'ajoute aux pénuries chroniques de denrées alimentaires en période de soudure (qui ont elles-mêmes tendance à s'allonger dans le temps) a des conséquences dramatiques sur les ménages pauvres, qui ont peu de capacités et de moyens pour faire face aux situations d'urgence. Leur caractère répétitif aggrave encore leur vulnérabilité et touche une proportion croissante de la population. L'insuffisance de la réponse apportée aux groupes vulnérables et l'insuffisance des mécanismes de gestion des situations de crises et catastrophes naturelles, se sont souvent traduites par des stratégies de survie, adoptées au niveau des ménages, telles que la diminution des repas par jour ou la diète.

Les politiques publiques concernées par l'AIC sont décrites ici successivement.

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) : élaboré en 2000 et au titre de son troisième plan d'action 2011-2015, accorde une priorité à l'environnement, à la gestion durable des ressources naturelles et à l'atténuation des impacts des changements climatiques, notamment au sein de ses axes stratégiques II et IV, respectivement intitulés l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres et l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités.

La Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) : elle a été adoptée en 2006 par le Gouvernement et son deuxième plan d'action (PANE) couvrant la période 2012 à 2016 vise, entre autres, prend en compte les enjeux liés à la lutte contre la désertification et la gestion durable des ressources naturelles (Axe thématique I), d'une part, et la lutte contre les effets du changement climatique, d'autre part (Axe thématique III).

La Stratégie de Développement du Secteur Rural Horizon 2025 : la Mauritanie vient d'adopter en février 2013 une stratégie de développement du secteur rural, assortie d'une *loi d'orientation agropastorale (LOAP)* et d'un plan d'action de développement de l'élevage et des productions agricoles à l'horizon 2025. Ladite stratégie intègre par ailleurs les impératifs liés à l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des ressources naturelles.

Le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres (CSI-GDT) : élaboré en 2009, il vise à apporter une réponse aux défis environnementaux qui découlent de la dégradation des terres et partant de la réduction du potentiel agro-sylvo-pastoral. La CSI-GDT vise particulièrement à : (i) intégrer la GDT comme composante des politiques et stratégies de développement et à lui allouer des ressources convenables pour juguler les tendances actuelles de dégradation des terres ; (ii) assurer une coordination efficiente de l'ensemble des intervenants en matière de GDT : et (iii) mener des actions d'éducation-formation sur la GDT au profit des acteurs locaux.

Le Programme National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire (PNIA/SA) : l'Union du Maghreb Arabe (UMA) apporte son soutien à la démarche mauritanienne et à sa volonté de s'inscrire dans le cadre PDDAA à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIA/SA). Le PNIA/SA s'intègre parfaitement dans le cadre des priorités et orientations maghrébines dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il permet d'élaborer des

programmes prioritaires, de nouveaux systèmes d'analyse stratégique. Portant sur la période 2013-2020, il est intégré dans le cadre de la réduction de la pauvreté à l'horizon 2015. L'objectif global du PNIA/SA est d'assurer la sécurité alimentaire des populations, en particulier les plus vulnérables, en privilégiant les productions nationales et les échanges régionaux, dans une perspective de souveraineté alimentaire. Le PNIA/SA est directement aligné sur les cinq axes du CSLP III, parmi lesquelles l'axe 4 qui intègre la dimension liée à la gouvernance environnementale et particulièrement les exigences pour l'adaptation au changement climatique. Le PNIA/SA s'articule autour de 10 programmes :

- i. Protection de l'environnement et lutte contre la désertification et l'ensablement ;
- ii. amélioration des infrastructures de marché et des circuits commerciaux ;
- iii. programme de développement agricole ;
- iv. programme de développement de l'élevage ;
- v. programme de développement de la pêche ;
- vi. renforcement du dispositif d'alerte rapide, de prévention et de gestion des crises alimentaires ;
- vii. amélioration de l'accès aux aliments et à l'eau potable ;
- viii. appui aux systèmes de financement et de création des activités génératrices de revenus ;
- ix. renforcement de la recherche, de la formation / vulgarisation et de l'appui conseil ;
- x. appui au développement local et à la bonne gouvernance.

Les structures de concertation créées en 1995 et 1996 sont constituées par le Conseil National pour l'Environnement et le Développement (CNED), son comité technique (CTED) et ses conseils régionaux (CRED et CRD). Ces structures ont pour objectif de favoriser une planification concertée, une coordination et un suivi des grandes orientations nationales touchant aux questions environnementales. Les départements concernés par l'intégration transversale des questions environnementales (MDR, MPEM, MPE, MH, MIPT, MMI...) continuent de travailler pour une meilleure concertation dans le cadre des efforts déployés par l'Etat.

A cet effet, le gouvernement vient de mettre en place, en 2012, un nouveau dispositif de coordination intersectorielle des questions environnementales, à savoir le Conseil National de l'Environnement et du Développement Durable (CNEDD) par décret 2012-156. Cet instrument, placé sous la tutelle du Premier Ministre, est le cadre politique par excellence de pilotage stratégique du PANE. Il est appuyé dans sa mission par divers organes subsidiaires : Comité Permanent ; Comité Technique Environnement et Développement Durable (CTEDD) ; Comités Régionaux Environnement et Développement Durable (CREDD).

Les besoins et demandes d'appui pour intégrer l'AIC dans le PNIA-SA sont les suivants :

- (i) amélioration de la gouvernance stratégique du secteur de l'agriculture ;
- (ii) promotion de technologies pour l'adaptation aux changements climatiques ;
- (iii) maîtrise des eaux de surface pour améliorer la gestion et la valorisation des eaux de pluie et faciliter le développement des cultures irriguées, l'irrigation d'appoint des cultures pluviales et la restauration des équilibres environnementaux ;
- (iv) promotion de technologies de conservation de la fertilité et de la productivité des terres ;
- (v) appui à la gestion des ressources forestières et naturelles (inventaire, restauration...) ;
- (vi) renforcer le dispositif d'observation du littoral et de la pêche artisanale.

Les besoins pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC sont les suivants :

- (i) Renforcer les capacités de la cellule de Coordination du programme national sur les changements climatiques (assistance technique, développement de scénarii climatiques, transfert de technologies, etc.) ;

- (ii) Appui au processus PNA pour l'intégration des enjeux climatiques dans les stratégies sectorielles ;
- (iii) Renforcer les capacités de la Direction des politiques de la coopération et du suivi évaluation du Ministère du Développement Rural.

1. Les territoires de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique en Mauritanie

1.1 Présentation des territoires

En fonction des caractéristiques climatiques, la Mauritanie peut être subdivisée en cinq zones écologiques (cf. carte 1) :

- La *zone sahélienne Est* : elle est comprise entre l'isohyète 150 mm au nord et la frontière des deux Hodhs avec le Mali.
- La *zone sahélienne Ouest* : elle est comprise entre l'isohyète 150 mm au nord et la vallée du Sénégal ;
- La *zone de la vallée du fleuve Sénégal* ;
- La *façade maritime* : une bande de 50 km en moyenne, qui s'étend de Nouadhibou à N'diogo à l'extrême sud-ouest ;
- La *zone aride* : Elle correspond au climat saharien et située au nord de l'isohyète 150 mm à l'exclusion de la bande du littoral.

Carte 1. Les territoires de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique en Mauritanie.



1.2 Analyse de la vulnérabilité des territoires aux changements climatiques

En Mauritanie, les changements climatiques se manifestent par l'augmentation des aléas climatiques (installation tardive des pluies, interruption des pluies pendant de longues périodes, crues brusques dues à la pluviosité et/ou pluies diluviennes) et sont à l'origine de sécheresses récurrentes et provoquent parfois de graves inondations.

L'aspect récurrent de ces phénomènes, qui s'ajoute aux pénuries chroniques de denrées alimentaires en période de soudure (qui ont elles-mêmes tendance à s'allonger dans le temps), a des conséquences dramatiques sur les ménages pauvres, qui ont peu de capacités et de

moyens pour faire face aux situations d'urgence. Leur caractère répétitif aggrave encore leur vulnérabilité et touche une proportion croissante de la population.

L'insuffisance de la réponse apportée aux groupes vulnérables et l'insuffisance des mécanismes de gestion des situations de crises et catastrophes naturelles, se sont souvent traduites par des stratégies de survie, adoptées au niveau des ménages, telles que la diminution des repas par jour ou la diète.

Tableau 1. Analyse de la vulnérabilité des territoires au changement climatique.

Territoires	Degré d'exposition au changement climatique	Degré de sensibilité	Capacité adaptative	Vulnérabilité résultante
<i>La zone sahélienne Est et sahélienne Ouest</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la pluviométrie de l'ordre de 26 à 30% par rapport à la normale de référence (1961-1990) /ECHAM4 aux horizons 2050 et 2100. • Augmentation des températures de 2°C degrés en 2050 et de plus 4,5 °C à l'horizon 2100 (ECHAM4) en 2100. 	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> • Erosion des sols ; perte de productivité des parcours et avancée progressive de la désertification et de la dégradation des terres ; Perte de productivité du cheptel (dégradation des performances zootechniques et de la sante animale) ; Baisse de la production des cultures sèches prévue entre 20%-50% ; • Perturbation de l'économie et exacerbation de vulnérabilité socio-économique.
<i>Vallée du fleuve Sénégal</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de 10-20% et 20-30% de la pluviométrie respectivement pour les horizons 2050 et 2100 (CCMAB2 MES, ECHAMB2MES, HadCMB2 MES). • Hausse des températures de 2°C à 4°C aux horizons 2050 et 2100 (CCMAB2MES) 	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse de la production céréalière en pluvial à l'horizon 2050, comprise entre 20% et 50% par rapport moyenne 1961-1990 (FAO, Food climate E-newsletter, déc. 2008). • Impacts sur les cultures rizicoles en irriguée au sahel (CILSS) : Diminution des rendements de 4% à l'horizon 2020 et une augmentation des rendements de 10% aux horizons 2050 et 2080 (modèle bioclimatique DSSATv 4.0). La culture du blé réagira négativement aux hausses de températures ayant comme conséquences des pertes de rendements.
<i>La façade maritime</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des températures avec moins de 1,5°C (HADCM3) pour l'horizon 2050. Réchauffement de moins de 3°C pour l'horizon 2100 (ECHAM4). • Tendance à la régression des pluies: réduction des pluies de l'ordre de 30% à 35 % (ECHAM4 - horizons 2050 et 2100). • Niveau d'élévation de la mer : entre 6,12 cm (SRES 	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> • Risques d'inondation des infrastructures de pêcheries, portuaires et des établissements humains, aggravation de l'érosion côtière et éolienne ; risques d'ensablement. • Perturbation de l'économie nationale et exacerbation de vulnérabilité socio-économique : le littoral est un pôle de développement important du pays, notamment dans le cadre de la pêche qui contribue à la hauteur de 25-30% au budget de

	B2), 6,62 cm (SRES A2) pour l'horizon 2050 et de 25,41cm (SRES B2) à 26,09 cm (SRES A2) pour l'horizon 2100.			l'Etat, 6 à 10% du PIB et génère près de 30.000 emplois (soit 36% des emplois du secteur moderne du pays).
La zone aride à l'ouest (non viable est occupée par le grand désert de la Majaba El koubra)	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution d'environ 17% et 25% de la pluviométrie, respectivement pour les horizons 2050 et 2100/HADCM3 ; • Augmentation des températures de 1,5 à 2°C et de 2,5 à 3.5°C respectivement pour les horizons 2050 et 2100 pour le HADCM3. 	Faible	Faible	<ul style="list-style-type: none"> • Zone agro-climatique fortement marquée par les impacts de la variabilité climatique avec une dégradation généralisée des ressources naturelles, la désertification et l'exode rural. • Les cultures oasiennes (palmier dattier et maraichage) devraient être fortement impactées par le changement climatique avec une baisse des ressources souterraines en eau et la chute des rendements

2. L'AIC dans le cadre des programmes nationaux sectoriels

2.1 Etat des lieux/diagnostic du volet adaptation des programmes nationaux sectoriels

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté

Le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), élaboré en 2000 et au titre de son troisième plan d'action 2011-2015, accorde une priorité à l'environnement, à la gestion durable des ressources naturelles et à l'atténuation des impacts des changements climatiques, notamment au sein de ses axes stratégiques II et IV, respectivement intitulés l'ancrage de la croissance dans la sphère économique des pauvres et l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités.

Cette orientation découle, entre autres, du constat que les revenus des populations rurales démunies sont fortement corrélés aux services et biens des écosystèmes naturels. Dans ce cadre, selon le CSLP III, la non prise en compte de l'environnement, comme capital naturel, dans les politiques de développement économique s'est traduite en 2008 par un coût économique de dégradation de l'environnement d'environ 85 milliards d'ouguiyas, soit environ 17 % du PIB.

La Stratégie Nationale de Développement Durable

La Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) a été adoptée en 2006 par le Gouvernement et son deuxième plan d'action (PANE) couvrant la période 2012 à 2016 vise, entre autres, prend en compte les enjeux liés à la lutte contre la désertification et la gestion durable des ressources naturelles (Axe thématique I), d'une part, et la lutte contre les effets du changement climatique, d'autre part (Axe thématique III).

La Stratégie de Développement du Secteur Rural Horizon 2025

La Mauritanie vient d'adopter en février 2013 une stratégie de développement du secteur rural, assortie d'une loi d'orientation agropastorale (LOAP) et d'un plan d'action de développement de l'élevage et des productions agricoles à l'horizon 2025. La dite stratégie intègre par ailleurs les impératifs liés à l'adaptation aux changements climatiques et la gestion des ressources naturelles.

Le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres

Le Cadre Stratégique d'Investissement pour la Gestion Durable des Terres (CSI-GDT) élaboré en 2009 vise à apporter une réponse aux défis environnementaux qui découlent de la dégradation des terres et partant la réduction du potentiel agro-sylvo pastoral. La CSI-GDT vise particulièrement à :

- Intégrer la GDT comme composante des politiques et stratégies de développement et lui allouer des ressources convenables pour juguler les tendances actuelles de dégradation des terres ;
- Assurer une coordination efficiente de l'ensemble des intervenants en matière de GDT.
- Mener des actions d'éducation-formation sur la GDT au profit des acteurs locaux

Le Programme National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaire (PNIA/SA)

A l'initiative de l'Union Africaine (UA) et du Nouveau Partenariat en Afrique pour le Développement (NEPAD), le Programme Détaillé de Développement Agricole en Afrique (PDDAA), a été établi. Il est au centre des efforts déployés par les gouvernements africains pour atteindre un niveau plus élevé de croissance économique grâce au développement mené par l'agriculture pour réduire la faim, la pauvreté et l'insécurité alimentaire et permettre le développement des exportations.

Le PDDAA est un cadre commun de planification, qui exprime un ensemble de principes et d'objectifs clés définis par les Chefs d'Etat et de Gouvernements dans plusieurs documents et déclarations, dans le but de : (i) guider les stratégies et programmes d'investissement nationaux, (ii) permettre l'apprentissage et la revue des pairs au niveau régional, et (iii) faciliter une plus grande cohérence et une plus grande harmonisation des initiatives de développement.

L'Union du Maghreb Arabe (UMA) apporte son soutien à la démarche mauritanienne et à sa volonté de s'inscrire dans le cadre PDDAA à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIA/SA). Le PNIA/SA s'intègre parfaitement dans le cadre des priorités et orientations maghrébines dans le domaine de la sécurité alimentaire. Il permet d'élaborer des programmes prioritaires, de nouveaux systèmes d'analyse stratégique.

Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIA/SA) portant sur la période 2013-2020 est intégré dans le cadre de la réduction de la pauvreté à l'horizon 2015. L'objectif global du PNIA/SA est d'assurer la sécurité alimentaire des populations, en particulier les plus vulnérables, en privilégiant les productions nationales et les échanges régionaux, dans une perspective de souveraineté alimentaire.

Le PNIA/SA est directement aligné sur les 5 axes du CSLP III, parmi lesquelles l'axe 4 qui intègre la dimension liée à la gouvernance environnementale et particulièrement les exigences pour l'adaptation au changement climatique.

Le PNIA/SA s'articule autour de dix programmes :

- 1) Protection de l'environnement et lutte contre la désertification et l'ensablement : Ce programme prend en compte la dimension des changements climatiques. Il a comme objectifs la restauration des équilibres du couvert végétal arboré et herbacé ; la conservation des ressources ligneuses et agricoles, le renforcement des capacités de la recherche en matière de lutte contre la désertification, la conservation de la biodiversité, la prise en charge des risques biotechniques, la conservation des ressources fauniques, le développement des aires protégées, des zones humides et le renforcement des aires existantes avec la mise en place d'une stratégie nationale des aires protégées et des zones humides.
- 2) Amélioration des infrastructures de marché et des circuits commerciaux : Les objectifs poursuivis consistent à améliorer les infrastructures de marché et de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs et exportateurs pour la valorisation des productions locales.
- 3) Programme de développement agricole : Il s'agira d'améliorer la production et la productivité des céréales, de promouvoir le partenariat public/privé, d'améliorer l'accès aux zones de productions et aux infrastructures socio-économiques de base, de réorganiser le système foncier et domanial, de renforcer les ouvrages de maîtrise de l'eau et des grands aménagements, d'améliorer l'accès des pauvres aux ressources naturelles, équipements, intrants et microcrédits.
- 4) Programme de développement de l'élevage : Il s'agira pour ce programme de renforcer les services vétérinaires, de réactualiser, adopter et diffuser les textes juridiques relatifs à l'élevage, d'améliorer l'état sanitaire du cheptel, de gérer rationnellement les ressources pastorales, de valoriser les productions animales, d'améliorer l'approvisionnement et de réduire les coûts des intrants d'élevage.
- 5) Programme de développement de la pêche : Il s'agira pour ce programme de garantir une gestion de la ressource et une rente optimale durables, d'assurer la protection de l'environnement marin et des écosystèmes marins et littoraux, de renforcer les capacités institutionnelles du secteur et de renforcer les infrastructures de pêche.
- 6) Renforcement du dispositif d'alerte rapide, de prévention et de gestion des crises alimentaires : Il s'agira pour ce programme de consolider les capacités de prévention des crises et concevoir des programmes innovateurs de sécurité alimentaire pour les populations vulnérables et de renforcer les capacités opérationnelles de mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire.
- 7) Amélioration de l'accès aux aliments et à l'eau potable : Ce programme a comme objectifs de contribuer à l'amélioration de l'accès aux aliments et à l'eau potable dans les zones vulnérables rurales et urbaines. Il a pour but aussi de sensibiliser les populations sur les bonnes pratiques alimentaires.

- 8) Appui aux systèmes de financement et de création des activités génératrices de revenus : Ce programme a pour objectifs d'assister les populations vulnérables, de mettre en œuvre des actions de lutte contre la malnutrition, de réduire la vulnérabilité des populations aux chocs exogènes, de promouvoir des micro réalisations de sécurité alimentaire et de soutenir les organisations locales.
- 9) Renforcement de la recherche, de la formation vulgarisation et de l'appui conseil : Ce programme a comme objectifs de dynamiser la recherche agricole et de divulguer des pratiques agricoles productives. Le renforcement des services vétérinaires devra également permettre aux éleveurs de lutter plus efficacement contre les épizooties.
- 10) Appui au développement local et à la bonne gouvernance : Ce programme a comme objectif d'améliorer la gouvernance des communes, de favoriser le processus de décentralisation et l'élaboration de plans locaux de sécurité alimentaire.

3. Le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

3.1 Les mécanismes existants en matière : description, avancées et difficultés

Les structures de concertation créées en 1995 et 1996 sont constituées par le Conseil National pour l'Environnement et le Développement (CNED), son comité technique (CTED) et ses conseils régionaux (CRED et CRD). Ces structures ont pour objectif de favoriser une planification concertée, une coordination et un suivi des grandes orientations nationales touchant aux questions environnementales. Les départements concernés par l'intégration transversale des questions environnementales (MDR, MPEM, MPE, MH, MIPT, MMI...) continuent de travailler pour une meilleure concertation dans le cadre des efforts déployés par l'Etat.

A cet effet, le gouvernement vient de mettre en place, en 2012, un nouveau dispositif de coordination intersectorielle des questions environnementales, à savoir le Conseil National de l'Environnement et du Développement Durable (CNEDD) par décret 2012-156. Cet instrument, placé sous la tutelle du Premier Ministre, est le cadre politique par excellence de pilotage stratégique du PANE. Il est appuyé dans sa mission par divers organes subsidiaires au niveau politique, technique et opérationnel :

- Le Comité Permanent : présidé par le ministre chargé de l'environnement, le Comité Permanent assure l'organisation et le suivi des décisions du CNEDD. Il y siège deux conseillers du ministre et du directeur en charge de la coordination et de la programmation du MDEDD.
- Le Comité Technique Environnement et Développement Durable (CTEDD) : il joue un rôle technique de coordination intersectorielle du PANE, se réunit tous les trois mois sous la présidence du Secrétaire Général du MDEDD. Il assure, entre autres :
 - une mission de veille technique *en s'appuyant sur des cadres permanents de concertation mis en place par Arrêté conjoints du ministre en charge de l'environnement et des ministres concernés* ;

- l'organisation, le suivi et la formulation de conseils autour de la mise en œuvre technique quant aux préoccupations sectorielles et du PANE en général, etc.
- Les Comites Régionaux Environnement et Développement Durable (CREDD): institués au niveau de chaque wilaya (région administrative), les CREDD sont composés des acteurs décentralisés et déconcentrés de l'État, du secteur privé, de la société civile et des représentants des différents projets et programmes en rapport avec la thématique environnementale dans la wilaya.

4. Les besoins et demandes d'appui à l'encontre de la CEDEAO

4.1 Pour intégrer l'AIC dans le PNIA/SA

Les besoins et demandes d'appui pour mieux intégrer l'AIC dans le PNIA/SA sont les suivants pour les différents sous-secteurs :

Sous-secteur des productions végétales :

- Amélioration de la gouvernance stratégique du secteur de l'agriculture :
 - Mettre à niveau les politiques, stratégies, programmes et projets de gouvernance du secteur du développement rural pour anticiper sur les impacts des changements climatiques, sur la base d'une connaissance des enjeux et de données scientifiques avérées.
- Promotion de technologies pour d'adaptation aux changements climatiques :
 - Sélection et création de variétés plus précoces, résistantes à la sécheresse, et aux fortes chaleurs, et tolérantes aux maladies¹ (volet qui intègre le développement de bio modélisation du comportement des cultures et l'anticipation des rendements) ;
 - Planification optimale des dates de semis ;
 - Intensification des cultures irriguées et diversification agricole ;
 - Conservation des ressources génétiques végétales en agriculture, participation à des programmes de recherche et de sélection à cet égard au niveau international ;
 - Développer et mettre en place des systèmes et modèles de surveillance, de prévisions, d'avertissement et des outils d'aide à la décision pour lutter contre les principales maladies et ravageurs des cultures les plus importantes, qui risquent d'augmenter en nombre et en intensité avec les changements climatiques.
- Maîtrise des eaux de surface pour améliorer la gestion et la valorisation des eaux de pluie et faciliter le développement des cultures irriguées, l'irrigation d'appoint des cultures pluviales et la restauration des équilibres environnementaux :
 - Construction de micro-barrages hydrauliques ;
 - Aménagement de bas-fonds et maîtrise des eaux de ruissellement.

- Promotion de technologies de conservation de la fertilité et de la productivité des terres :
 - Développement de projets de CES/DRS (Récupérer les terres dégradées, préserver les ressources naturelles, améliorer la productivité des sols et améliorer le revenu des populations cibles) ;
 - La promotion de l'agroforesterie ;
 - La protection des zones agricoles contre l'avancée du désert.

Sous-secteur des forêts et ressources naturelles :

- Inventaire des ressources forestières ;
- Restauration des forêts classées et promotion de leur gestion durable ;
- La maîtrise des eaux de surface et souterraines pour une gestion et restauration durable des écosystèmes ;
- Surveillance et promotion de technologies de restauration assistée des écosystèmes ;
- Promotion de la mobilité du cheptel ;
- Promotion et développement de l'aviculture familiale ;
- Amélioration génétique des races locales (bovins, caprins, ovins et camelins) ;
- Introduction de nouvelles espèces fourragères dans les parcours naturels ;
- Développement des cultures fourragères.

Littoral et pêche artisanale :

- Renforcer le dispositif d'observation.

Cette option est fondamentale tenant compte que le réseau d'observation actuel est assez lâche en particulier sur la zone côtière. Or, il apparaît, qu'une connaissance scientifique solide et un suivi rigoureux de l'évolution du littoral mauritanien sont nécessaires pour préserver ses ressources naturelles et surtout harmoniser et rationaliser les politiques de son aménagement.

4.2 Pour renforcer le dialogue interinstitutionnel et la cohérence intersectorielle autour de l'AIC

A cet égard, les besoins sont les suivants :

- Renforcer les capacités de la cellule de Coordination du programme national sur les changements climatiques (assistance technique, développement de scénarii climatiques, transfert de technologies, etc.) ;
- Appui au processus PNA pour l'intégration des enjeux climatiques dans les stratégies sectorielles ;
- Renforcer les capacités de la Direction des politiques de la coopération et du suivi évaluation du Ministère du Développement Rural.